

Société

## À Trappes, une radicalisation galopante

Un plan d'action pour lutter contre l'islamisation, cité en exemple par Emmanuel Macron, a été discrètement lancé début 2017. Mais la situation continue de se dégrader dans cette commune des Yvelines.

Chichizola, Jean

**PRÉVENTION** Trappes, le « Molenbeek français », serait-il devenu un laboratoire de la lutte contre l'islam radical, comme semble l'indiquer le chef de l'État ? Le 5 septembre, dans son discours aux préfets, Emmanuel Macron évoquait « *ce travail (de lutte contre la radicalisation) (...) fait pour certains quartiers, je pense à Trappes pour les Yvelines. Le plan qui m'a été communiqué propose une stratégie d'action qui mobilise tous les services de l'État, les collectivités et qui met en lumière des ramifications avec certains pays étrangers* ». Le 18 octobre, dans son discours aux forces de sécurité intérieure, il parlait d'actions menées « *à (sa) demande, en particulier à Trappes, pour mieux prévenir et mieux lutter contre les comportements et les agissements qui favorisent l'extension de la radicalisation* » .



page 8

Sur place, le plan se fait discret. La mairie PS ne veut pas répondre au *Figaro* et l'opposition locale n'a pas d'informations. Chef de file de l'opposition municipale et président du groupe « Les Républicains et Indépendants » à la région Île-de-France, Othman Nasrou déplore qu'on ait « *choisi de gérer cette question dans l'opacité tant à la mairie qu'à la préfecture alors que le phénomène progresse et que la fracture se creuse entre une minorité qui se radicalise et le reste de la société française* » .

Selon des services impliqués dans l'opération, il y a pourtant bien un « plan Trappes » centré sur le quartier des Merisiers-Plaine de Neauphle. Une méthode d'action y est testée depuis début 2017. Le but est d'identifier des cibles (lieux, individus, commerces) et de mener une action tous azimuts mobilisant les services de renseignement, les autorités judiciaires et la préfecture. Avec un arsenal de mesures judiciaires ou administratives (expulsions, lutte contre la fraude, surveillance financière, contrôles administratifs). Une méthode proche des « plans de lutte contre l'islam radical » en vigueur dans les années 2000. Emmanuel Macron souhaite que des « plans Trappes » soient lancés dans une quinzaine d'autres quartiers à travers le pays.

Seront-ils efficaces ? À Trappes, la situation est pire que jamais, comme le confirme une note blanche « prévention de la radicalisation » dans la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (incluant Trappes), sorte de synthèse brute d'informations glanées au cours des dix-huit derniers mois auprès des services de l'État, milieux associatifs ou dans divers rapports. Elle dresse d'abord un profil détaillé des 400 personnes inscrites dans les Yvelines au Fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste. 65 % des radicalisés du « 78 » ont entre 15 et 25 ans (35 % entre 26 et 32 ans). 35 % sont des femmes. 85 % des radicalisés ont été confrontés à des problèmes comme « *faiblesse de l'autorité parentale, absence physique et/ou affective du père, enfance chaotique, absence de repères et rupture avec l'environnement* ». 40 % ont connu des épisodes dépressifs majeurs, « *traumatismes non traités* » précise la note : « *anorexie, tentative de suicide, isolement...* ». 45 % des filles radicalisées qui acceptent de témoigner « *ont connu des sévices à caractère sexuel (attouchement, viols ou tentatives de viol d'un membre de la famille)* ». Les hommes ont recours à « *un usage massif du cannabis dès l'adolescence* » suivi d'un « *usage fréquent de neuroleptiques avant la phase de radicalisation* ». La note souligne que « *la radicalisation et la laïcité sont des sujets tabous* » d'où « *une difficulté à collecter des données - pas de chiffrage, de capitalisation des données et témoignages* ». Sur place, on note un « *sentiment que parler, c'est s'exposer, voire se mettre en danger* ». Les services de l'État s'inquiètent qu'il y ait moins de « *signalements de jeunes radicalisés à Trappes que dans les autres villes du département au profil sociologique similaire : Mantes-la-Jolie et les Mureaux* » .

La note reprend enfin « *des éléments factuels rapportés par les partenaires* ». Éléments qui dressent un portrait très inquiétant d'un secteur où « *des commerces financent le radicalisme, une source de financement importante* », où « *le prosélytisme religieux* » a pris une « *dimension sociale et caritative* » comme des « *aides ponctuelles pour payer*

factures ou loyers » , où « les jeunes de retour de Syrie sont des vecteurs déterminants » dans la radicalisation.

C'est sur la jeunesse que le constat est le plus alarmant : « augmentation de la pratique du jeûne pendant le ramadan parmi les enfants scolarisés en CM1/CM2 - jusqu'à 50 % dans certaines classes ; augmentation des refus d'inscription à la cantine scolaire (classes élémentaires) au motif que la viande n'est pas hallal ; augmentation du port de tenues cultuelles (jupes longues) en collèges et aux lycées ; refus croissant de participer à certaines activités scolaires comme le chant pour les filles ; baisse de fréquentation des structures d'accueil des jeunes comme la Mission locale de Trappes » . Et d'évoquer les « témoignages de professionnels (éducateurs, enseignants, professionnels des maisons des parents...) qui font état de situation de confrontation ou de provocation comme le port du niqab chez des enfants ou des questions sur la société française et l'école qui ne permettent pas une pratique religieuse assidue . »

La jeunesse est également mise à contribution pour un « contrôle social intense et un maillage du territoire » : « Les enfants d'élémentaires rappellent à leurs pairs ce qui est autorisé ou pas, contrôle des allées et venues dans certains immeubles, rappel sur les tenues, les heures et lieux pour sortir (pour les filles) et les heures de prière (pour les garçons), porte-à-porte pour convaincre, recruter, rappeler à l'ordre » . Trappes n'est pas la seule touchée. Dans la ville voisine de La Verrière, on observe « le retrait des femmes musulmanes du marché du travail » , « une logique communautaire forte, diffuse, permanente » , des pressions pour financer une mosquée salafiste ou porter le voile. Sans oublier « un conflit générationnel entre les anciens (foyer Adoma) et les jeunes du quartier » , les seconds accusant les premiers de « ne pas être de bons musulmans » ... Il faudra encore beaucoup de « plans Trappes » pour tenter d'endiguer une vague qui ne cesse de monter.

### Illustration(s) :

Rene Bareux

Sur le chemin de la mosquée En-Nour, dans le quartier des Merisiers-Plaine de Neauphle, en 2017 à Trappes (Yvelines).

### Note(s) :

[jchichizola@lefigaro.fr](mailto:jchichizola@lefigaro.fr) (mailto:jchichizola@lefigaro.fr)

Aussi paru dans 11 mars 2018 -

#### Emmanuel Macron

Inspecteur des finances Membre du comité de rédaction de la revue Esprit Administrateur du théâtre de la ville de Paris Membre et rapporteur général adjoint de la commission pour la libération

acteurspublics

© 2018 Le Figaro. Tous droits réservés.  
est régie par ces lois et conventions.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation

**Publi**  Certificat émis le **12 mars 2018** à **FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

**news·20180312·LF·612×20×2548250904**